



**HAL**  
open science

# L'héritage égalitaire et étatique en Europe centrale et orientale

Pierre Kende

► **To cite this version:**

Pierre Kende. L'héritage égalitaire et étatique en Europe centrale et orientale : Cahiers du CEFRES N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cahiers du CEFRES, 1994, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, 3f., pp.8. halshs-01169484

**HAL Id: halshs-01169484**

**<https://shs.hal.science/halshs-01169484>**

Submitted on 29 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Cahiers du CEFRES

N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale  
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

---

Pierre KENDE

**L'héritage égalitaire et étatique en Europe centrale et orientale**

---

Référence électronique / electronic reference :

Pierre Kende, « L'héritage égalitaire et étatique en Europe centrale et orientale », Cahiers du CEFRES. N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ed. Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : [http://www.cefres.cz/pdf/c3f/kende\\_1994\\_heritage\\_egalitaire\\_etatique.pdf](http://www.cefres.cz/pdf/c3f/kende_1994_heritage_egalitaire_etatique.pdf)

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



# *L'héritage égalitaire et étatique en Europe centrale et orientale*

Pierre Kende

## I

L'égalitarisme et l'étatisme sont deux aspects distincts de l'héritage du socialisme de type soviétique.

Ils diffèrent au regard de l'histoire de l'Europe centrale et orientale: alors que l'égalitarisme (du moins dans sa version «égalité sociale») est lié de façon tant logique qu'historique avec le socialisme, l'étatisme est quant à lui antérieur à celui-ci. Le soviétisme n'a pas inventé la dépendance de la société à l'égard de l'Etat: il n'en a développé que les formes. Sous la Monarchie autrichienne déjà, l'Etat jouait un rôle pilote dans le développement de l'économie. Par la suite, pendant l'entre-deux-guerres, l'étatisme s'est encore renforcé dans la plupart des pays de la région, sauf peut-être en Tchécoslovaquie. Enfin, l'année 1945 allait inaugurer une période de nationalisations qui n'était pas inspirée par le seul communisme. Souvenons-nous qu'à la même époque des pays comme la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, etc., ont également connu une vague de nationalisations.

Si on regarde de près les aspirations égalitaires et les tendances étatistes, force est de constater qu'aucun de ces courants n'est spécifique du seul socialisme soviétique. Tant l'appel à plus d'égalité que l'attachement à l'Etat protecteur font partie du credo social-démocrate et sont donc loin d'être récusés dans leurs principes dans l'Europe située à l'ouest du monde post-communiste. L'impôt direct dans les mondes anglo-saxon ou scandinave – mais aussi dans des pays tels que l'Allemagne, l'Autriche ou la France – répond à des soucis égalitaires, par ailleurs plus nettement formulés que n'osent le faire les gouvernements actuels de l'Europe de l'Est au cours de leurs réformes fiscales. La sauvegarde des institutions du «welfare» est en cette fin de XX<sup>ème</sup> siècle un objectif beaucoup plus important en Europe de l'Ouest que dans les pays post-communistes, où l'accent est actuellement mis sur d'autres perspectives sociales. A Prague tout autant qu'à Varsovie ou à Budapest, les politiques gouvernementales s'emploient surtout à favoriser la naissance d'une vaste couche d'entrepreneurs, aussi "nationale" que possible. Ce genre de préoccupations ne favorise pas – pour le moins – les orientations spécifiquement égalitaires.

Ces quelques remarques préliminaires sont destinées à relativiser l'impact de l'héritage égalitaire et étatique, sans pour autant en minimiser l'importance.

## II

En quoi consiste exactement le problème que notre colloque se propose d'étudier? Une réflexion, même superficielle, donne à penser qu'il faudrait probablement parler de *problèmes* (au pluriel plutôt qu'au singulier.)

Un premier aspect de la question consiste à étudier le degré d'*imprégnation*. Peut-on considérer que les sociétés centre-est européennes sont marquées par des idées égalitaires et protectionnistes? Préoccupation annexe: que faut-il entendre exactement par «société»? La population en général, les salariés, organisés ou non, ou les nouveaux acteurs du système économique en transition?

Deuxième aspect (s'il se vérifie que cette «imprégnation» est importante): la façon dont l'égalitarisme et l'étatisme coexistent avec ces nouvelles valeurs que sont le capitalisme, la liberté, la réussite individuelle, etc. Y a-t-il, oui ou non, choc entre ces deux types d'aspiration?

Troisième aspect: les répercussions de l'héritage égalitaire et étatique sur l'action sociale. Ici, toutefois, une réserve s'impose. Il est important de ne pas confondre les éventuelles répercussions du dit héritage avec une force d'inertie certaine – survivance des habitudes passées – ni avec les contraintes objectives auxquelles les sociétés du centre-est européen sont actuellement exposées. On sait par exemple qu'un large secteur étatique subsiste un peu partout en dépit des programmes de privatisation. Son maintien est la conséquence de la faiblesse de l'investissement privé, ainsi que des réticences éprouvées par les

capitaux occidentaux à s'investir dans les industries héritées du socialisme. C'est une situation qu'il serait erroné d'attribuer à une volonté étatique.

Ce dernier aspect du problème est particulièrement complexe car il n'est pas sûr que l'on puisse analytiquement séparer l'inertie dont nous avons parlé plus haut et les tendances égalitaires et étatiques. On peut certes soupçonner certains gouvernements d'être favorables au maintien d'un vaste secteur étatique, mais, même si ce soupçon était fondé, la situation existante n'est pas nécessairement la conséquence logique et inévitable d'une tendance sociologique, et il n'est même pas sûr que la volonté politique en soit le facteur explicatif le plus important.

### III

Comment résoudre ce dilemme? Il me semble à vrai dire qu'il est trop tôt pour établir un constat scientifiquement fondé. Comme le dit le dicton populaire, «On ne peut pas aller plus vite que la musique», et la transition – quelles que soient ses orientations profondes – n'en est qu'à ses débuts.

Pour illustrer nos difficultés d'interprétation, j'ai choisi de me pencher sur les résultats d'une enquête internationale portant sur l'état d'esprit des populations d'Europe de l'Est. L'enquête en question a été menée simultanément dans neuf pays: la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie, la Tchécoslovaquie et l'Ukraine, entre novembre 1990 et août 1991, à des dates qui n'avaient pas de signification particulière du point de vue politique. Dans chacun des neuf pays, des échantillons représentatifs de la population adulte ont été constitués et le sondage ainsi réalisé devait en quelque sorte rendre compte des «mentalités» (j'ajouterais : des humeurs aussi) du moment. Des instituts de sondages indépendants – un par pays – ont participé à cette enquête, dont le questionnaire a été rédigé à Budapest sous les auspices d'une fondation américaine (Erasmus) et sur la base d'une enquête d'inspiration semblable réalisée quelques années plus tôt en Espagne. Le questionnaire portait sur plusieurs dizaines de sujets, politiques autant que socio-économiques, avec pour but de mettre en évidence les opinions des personnes interrogées quant à la démocratie, les principes de la transition, l'efficacité des gouvernements post-communistes, etc.

Une première analyse des réponses a été publiée à Budapest en décembre 1991 dans un *Codebook* provisoire dont j'ai extrait quelques résultats particulièrement intéressants (voir en annexe). Ces résultats font apparaître de grandes similitudes, mais également certaines différences non dépourvues de signification.

Avant de passer au commentaire de ces tableaux, quelques avertissements méthodologiques sont de mise. Tout d'abord, il faut bien garder à l'esprit que des sondages de cette nature ne peuvent donner qu'une photographie instantanée dont les résultats demanderaient à être confirmés ou nuancés par la répétition du sondage sur les mêmes bases. Deuxièmement, il est clair que la formulation de bien des questions pose problème (sans parler du fait que les mêmes mots n'ont pas toujours la même signification dans les différentes langues utilisées lors de l'enquête). Enfin et surtout, l'interprétation des réponses ne peut être pertinente que si l'on tient compte de la conjoncture politique et sociale qui prévalait au moment de l'enquête dans chacun des pays pris séparément. Les différences constatées de pays en pays reflètent sans doute autant les situations objectives que les mentalités typiques d'une collectivité nationale.

Ces réserves faites, les résultats méritent d'être médités car ils font apparaître des similitudes frappantes.

Une première convergence porte sur l'attitude à l'égard de la protection sociale. Incontestablement, une majorité des enquêtés est attachée au maintien des institutions de type "sécurité sociale", en estimant qu'il appartient au gouvernement de prendre en charge les dépenses de santé et de pourvoir un emploi à chacun (cf. en particulier les tableaux 2 et 3). Les opinions sont déjà beaucoup moins nettes en ce qui concerne les différences de revenu: alors que dans certains pays une nette majorité est d'avis qu'il faut limiter les gains individuels et réduire les différences de revenus entre riches et pauvres, dans d'autres pays la majorité penche plutôt vers l'opinion contraire.

Une deuxième convergence apparaît quant au problème complexe de la propriété des entreprises et des terres cultivées (voir tableau 4). Le questionnaire suggérait un certain nombre de solutions: «Restitution à l'ancien propriétaire», «Vente au plus offrant», «Autogestion des travailleurs», «Communautés villageoises», «Laisser en place la propriété d'Etat». Il est extrêmement intéressant de constater que les opinions sont dans tous les pays fortement divisées. La privatisation a certes dans certains pays la faveur d'une majorité relative, mais dans certains autres c'est l'autogestion, voire la

propriété de l'Etat qui dominant. Ce qui apparaît surtout, au-delà des variations d'un pays à l'autre, c'est l'impossibilité d'arriver à un consensus clair. De toute évidence, les préférences dépendent des situations sociales autant que des positions doctrinales. Cela étant, une majorité (mais qui est très variable d'un pays à l'autre) accepte l'idée que le capitalisme soit une bonne chose pour son pays (cf. tableau 3, question 60).

En revanche, en ce qui concerne la démocratie, les populations est-européennes semblent à la fois mieux informées et plus unanimistes que sur les questions économiques. Elles perçoivent très nettement le lien entre la démocratie et les libertés politiques ou civiques. D'une façon générale, la démocratie est créditée d'un grand nombre de vertus, la liberté des moeurs étant peut-être la seule nouveauté à l'égard de laquelle il se manifeste de fortes réticences (voir tableau 1).

Inutile de noter qu'en analysant de telles réponses on se retrouve à chaque propos devant une difficulté classique : celle de cerner, au-delà des opinions verbalement exprimées, ce que l'on pourrait considérer comme étant la vérité profonde de ces enquêtes. D'autant que les réponses données sont loin d'être cohérentes, loin s'en faut. Pour illustrer ce point, on peut se référer aux quelques opinions présentées dans le tableau 5, dont il ressort que l'approbation générale de la démocratie n'interdit aucunement aux uns et aux autres de s'estimer «exclus du pouvoir» ou d'opiner que «des dirigeants à la poigne forte seraient plus utiles que ces nombreux démocrates qui ne font que se réunir et discourir»...

Il existe donc des contradictions, des incohérences, des interférences au sein de valeurs qui sont opposées. Faut-il considérer cela comme une anomalie ou comme un phénomène normal et banal? Plusieurs réponses sont permises. Ce qui est sûr, c'est qu'aucune des réponses émises par les sondés n'est porteuse d'une vérité définitive.

Il faut également se garder d'attribuer aux indications fournies par de telles enquêtes une valeur prédictive. S'il s'agit de prévoir ce qui pourrait se passer dans les pays venant de sortir du communisme, mieux vaut se fonder de préférence sur des indices factuels de type : nombre des entreprises créées, style et ampleur de l'action syndicale, choix électoraux, migrations, thèmes dominants du débat politique, etc... Ce sont là des témoignages directs sur la gestion de l'héritage communiste, alors que les enquêtes d'opinion ne nous fournissent tout au plus que des présomptions.

#### IV

Pour en revenir au fond des problèmes soulevés en début de ces propos introductifs: l'héritage du communisme est plus tenace que prévu; il se manifeste tant au niveau des comportements sociaux que dans la gestion des structures économiques et politiques. On s'attendait à ce que l'irruption de la démocratie changeât d'un coup, très rapidement en tout cas, les attitudes d'«en bas» comme d'«en haut». Il n'en a rien été, sauf dans la sphère de la haute politique; là encore, ce n'est pas le cas de tous les pays d'Europe centrale et orientale mais seulement de ceux où la chute du communisme a ouvert la voie à un vrai parlementarisme. Vu la profondeur des changements inaugurés par la révolution de 1989-1990, l'inertie des comportements est impressionnante.

Comment expliquer ce phénomène? S'agit-il d'une évolution normale, redevable à un demi-siècle de socialisation collecti-viste-étatiste? Est-ce plutôt la conséquence d'une déception, c'est-à-dire du hiatus entre les promesses de la révolution de 1989-1990 et les possibilités qu'ont eu les gens simples d'en tirer de réels bénéfices? Ou faut-il en chercher les causes plus en arrière, dans un passé séculaire, responsable d'une mentalité est-européenne ayant de loin précédé l'expérience communiste?

Il faut bien entendu se garder de généralisation hâtives. A l'échelle de l'histoire des peuples et de leurs comportements, une période de trois ans est trop courte pour permettre à de nouvelles habitudes de s'enraciner. Si l'impatience est légitime en politique, l'analyste doit être prudent dans ses conclusions. Il doit se garder de prendre les discours des sociétés qui s'expriment pour la vérité. Il doit surtout tenir pour probable que la transition post-socialiste n'obéit pas à un seul et unique modèle. Chaque société d'Europe centrale et orientale (il y en a près d'une vingtaine!) évoluera à sa manière : il appartiendra aux historiens du siècle prochain de dire laquelle.

# Annexe

## Enquête de la Fondation Erasmus sur l'état d'esprit des populations d'Europe de l'Est

Sondages réalisés entre novembre 1990 et août 1991  
sur des échantillons représentatifs de la population adulte  
d'après le Codebook publié par L. Bruszt et J. Simon,  
le 8 décembre 1991 à Budapest

### Question 11

D'après vous, la démocratie a-t-elle quelque chose à voir avec...

- A - Les libertés politiques, celles de parole et d'association?
- B - Une plus grande égalité sociale
- E - La liberté des moeurs et de la sexualité
- F - L'égalité devant la loi
- G - Le contrôle du gouvernement sur les banques  
et les grandes entreprises
- I - Plus de possibilités d'emploi, moins de chômage
- J - L'amélioration des conditions économiques

Pays	% des réponses positives						
	A	B	E	F	G	I	J
Bulgarie	97	88	69	97	76	90	95
Estonie	96	78	61	95	70	68	90
Hongrie	92	78	54	93	62	74	83
Lituanie	91	75	49	91	74	76	83
Pologne	95	83	54	90	61	61	78
Roumanie	84	73	37	77	71	92	96
Slovénie	90	63	61	78	58	70	72
RFTS	97	61	62	87	65	48	72
Ukraine	93	84	56	95	64	83	84

\*On pouvait répondre :

- a. beaucoup
- b. quelque chose
- c. un peu
- d. rien

Les pourcentages cités réunissent le taux des réponses a-b

**Question 34**

Qui doit prendre en charge les dépenses de santé

- A - Les intéressés  
B - Le gouvernement

Faut-il limiter les gains individuels?

- C - Non  
D - Oui

**Question 35**

Comptez-vous parmi les problèmes importants :

- E - Le clivage entre riches et pauvres  
F - Le rapport entre les bons citoyens et les délinquants  
G - Le problème entre les fidèles de la religion et les autres

	% des réponses positives						
Pays	A	B	C	D	E*	F*	G*
Bulgarie	12	88	40	60	86	95	33
Estonie	41	47	82	14	63	92	25
Hongrie	14	86	41	59	64	71	27
Lituanie	33	53	74	16	60	90	30
Pologne	27	61	82	15	64	91	53
Roumanie	12	88	64	36	56	80	25
Slovénie	8	68	47	42	81	84	29
RFTS	18	82	80	20	70	93	30
Ukraine	29	71	79	21	74	84	44

\* Pourcentage de ceux ayant jugé les problèmes « très importants » ou « importants » (on pouvait aussi répondre « peu » ou « pas » importants)

**Questions 60 et 44**

60. Pensez-vous que l'économie capitaliste fondée sur la libre initiative soit la meilleure pour votre pays?

44. Estimez-vous qu'il est de la responsabilité des gouvernements:

- A - De pourvoir un emploi pour tout le monde  
B - De se charger des soins donnés aux malades  
C - De garantir un niveau de vie décent pour les personnes âgées  
E - De réduire les différences de niveau de revenus entre riches et pauvres

	% des réponses positives				
Pays	Q60	A	B	C	E
Bulgarie	63	69	90	90	63
Estonie	...	57	81	85	34
Hongrie	71	71	87	90	57
Lituanie	74	70	74	77	38
Pologne	78	62	66	65	26
Roumanie	50	72	85	89	54
Slovénie	71	64	79	82	61

RFTS	67	57	78	80	40
Ukraine	52	71	80	83	51

\* Ayant répondu « oui » à la question 60 et « certainement » aux questions 44 (à celles-ci : on pouvait aussi répondre « probablement oui », « probablement non », « certainement non »)

### Question 57

Quelles solutions apporteriez-vous au problème de la propriété des entreprises?

- A - Rendre à l'ancien propriétaire
- B - Vendre au plus offrant
- C - Autogestion des travailleurs
- D - Laisser en propriété de l'Etat

### Question 58

Quelles solutions apporteriez-vous au problème des terres cultivées?

- E - Rendre à l'ancien propriétaire
- F - Vendre au plus offrant
- G - Garder dans des fermes collectives
- H - Autoriser les fermes collectives à vendre ou à louer leurs terres
- J - La propriété doit revenir aux communautés villageoises

	% des réponses positives								
Pays	A	B	C	D	E	F	G	H	J
Bulgarie	21	15	35	30	45	5	24	19	8
Estonie	34	10	39	18	...	...	...	...	...
Hongrie	12	29	28	31	19	7	27	30	17
Lituanie	14	10	57	19	26	3	10	4	57
Pologne	17	12	47	24	...	...	...	...	...
Roumanie	7	19	31	44	38	3	14	10	10
Slovénie	20	22	40	18	66	9	13	7	5
RFTS	34	17	27	22	42	5	19	21	14
Ukraine	5	12	53	31	7	4	18	19	52

### Question 67 et 71

Êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes:

67A - «Tant que les choses vont bien, peu m'importe qui est au pouvoir.»

67G - «Les gens ordinaires sont toujours exclus du pouvoir.»

67J - «Participer aux affaires publiques est un devoir patriotique.»

71D - «Quelques dirigeants à la poigne forte seraient plus utiles à la collectivité que ces nombreux démocrates qui ne font que se réunir et discourir.»

	% des réponses positives			
Pays	67A	67G	67J	71D
Bulgarie	77	85	51	64
Estonie	57	84	33	77



Hongrie	61	78	44	70
Lituanie	60	76	50	74
Pologne	64	86	44	79
Roumanie	79	59	65	59
Slovénie	68	86	57	51
RFTS	55	74	45	55
Ukraine	65	86	40	83

\* On ne pouvait répondre que par oui ou par non